

Richard A. Paquette

Réponses

1. Reprise économique et croissance

Compte tenu du climat d'austérité budgétaire actuel au sein du gouvernement fédéral et dans le monde, quelles mesures fédérales particulières estimez-vous nécessaires pour assurer la reprise économique et une plus forte croissance économique au Canada?

Nous avons non un problème de dépenses, mais plutôt un problème de revenus. Si chacun – absolument chacun – payait sa juste part, nous n'aurions pas du tout de difficultés. Nous avons besoin, au départ, d'un régime fiscal qui ne profite pas aux riches et qui ne ruine pas les pauvres. Nous avons négligé le secteur manufacturier depuis si longtemps que nous ne fabriquons plus grand-chose. Des ressources naturelles limitées sont par définition... limitées. Elles ne seront peut-être pas épuisées à très brève échéance, mais elles finiront bien par s'épuiser. Que ferons-nous alors? Tandis que les autres pays aident leur secteur manufacturier, notre gouvernement délocalise nos activités de fabrication en choisissant les pays producteurs les moins coûteux. Ces pays développent alors leur classe moyenne tandis que nous détruisons la nôtre.

2. Création d'emplois

Les entreprises canadiennes étant aux prises avec les pressions qu'exercent sur elles des facteurs comme l'incertitude relative à la reprise économique aux États-Unis, à la crise de la dette souveraine en Europe et à la concurrence livrée par un certain nombre de pays développés et en développement, quelles mesures particulières devraient, selon vous, être prises pour promouvoir la création d'emplois au Canada, notamment celle qui est attribuable à l'accroissement du commerce intérieur et international?

Ramener le dollar canadien à son niveau naturel puisqu'il est surévalué d'au moins 20 %. Cette seule mesure permettrait de créer et de maintenir de bons emplois bien rémunérés au Canada, surtout dans le secteur manufacturier, au lieu d'aller à la chasse aux pétrodollars. Le gouvernement devrait encourager le secteur manufacturier, tout comme le font les pays les plus riches et les plus producteurs d'après les chiffres de l'OCDE. Aujourd'hui, nos travailleurs travaillent plus fort qu'ils ne l'ont jamais fait, mais le présent gouvernement les critique parce qu'ils ne sont pas aussi productifs que les travailleurs américains. Le gouvernement sait pourtant que les pétrodollars sont la seule raison pour laquelle la productivité de nos travailleurs n'augmente pas autant qu'aux États-Unis.

3. Changement démographique

Quelles mesures spécifiques le gouvernement fédéral devrait-il prendre, selon vous, pour aider le pays à faire face aux conséquences du vieillissement de la population canadienne et des pénuries de main-d'œuvre?

Nous devons protéger notre population vieillissante parce qu'elle se compose des gens qui ont bâti notre beau pays. Le présent gouvernement a récemment décidé de s'en prendre à ces gens qui ont bâti notre grand pays et de leur faire payer pour ses propres échecs et son idéologie. De nombreux économistes ont établi que nos programmes actuels sont viables même au plus fort des départs à la retraite des membres de la génération du baby-boom. Nous devrions plutôt renforcer ce que nous avons déjà pour nous assurer que la prochaine génération pourra profiter au moins des mêmes avantages. Depuis quand est-ce un crime que tous les Canadiens aient la possibilité de jouir d'une retraite digne et de profiter du fruit de leur travail aussi bien financièrement qu'autrement?

4. Productivité

Compte tenu des difficultés que connaît le marché de l'emploi du fait, notamment, du vieillissement de la population et des efforts toujours consacrés aux mesures visant à accroître la compétitivité du pays, quelles initiatives fédérales particulières sont-elles nécessaires pour le renforcement de la productivité au Canada?

Les seuls défis que connaît notre marché du travail découlent des restrictions que le présent gouvernement impose aux travailleurs en signant des accords de libre-échange qui ne constituent qu'une course vers le fond. On nous a dit que les sociétés paient moins d'impôts (les plus bas des pays de l'OCDE) afin de réinvestir dans de nouvelles technologies et de nouveaux équipements destinés à augmenter la productivité. Pourtant, notre gouvernement concentre ses efforts sur la vente des ressources naturelles, nuisant au secteur manufacturier et gonflant la valeur de notre dollar d'au moins 20%, ce qui permet à nos entreprises d'annuler leurs achats de nouvelles technologies de nouveaux équipements strictement à cause du coût.

5. Autres défis

On sait que des particuliers, des entreprises et des communautés éprouvent des difficultés actuellement au Canada. Quels sont, selon vous, ceux qui éprouvent le plus de difficultés, quelles sont ces difficultés et quelles mesures fédérales sont-elles nécessaires pour remédier à ces difficultés?

Nos jeunes sont dans le pétrin avant même d'avoir commencé. Avec des frais de scolarité qui ne cessent de monter et des dettes de plus en plus lourdes, nos jeunes affrontent une véritable condamnation à mort lorsqu'il leur est impossible de trouver un travail dans le domaine qu'ils ont étudié. Seuls 11 % des diplômés postsecondaires travaillent actuellement dans leur domaine. Chez les jeunes, le taux de chômage atteint presque 20 %. Même si nos jeunes veulent travailler, un sur cinq ne trouve pas un emploi car, pour rembourser leurs prêts étudiants, nos citoyens de l'âge d'or ont pris les emplois précaires que les étudiants avaient l'habitude d'occuper. En effet, nos aînés doivent choisir entre manger, acheter les médicaments dont ils ont besoin ou payer leur loyer. C'est vraiment honteux. Même ainsi, nos jeunes quittent leur famille et leurs collectivités en grand nombre pour aller à la recherche d'emplois précaires. Pour eux, ce n'est pas un très bon début.